

EXERCICE N° 1

Veillez lire attentivement le texte suivant avant de répondre aux questions :

« (...) alors que lorsqu'un enfant, qui ne présente aucune dangerosité et pour lequel l'autorité parentale est assumée par ses parents, est confié à un établissement éducatif qui n'a pas la charge d'organiser et de contrôler son mode de vie à titre permanent, cet établissement n'est pas soumis à la responsabilité de plein droit de l'article 1384, alinéa 1er, du Code civil ; qu'en l'espèce, où il est constant que les parents des deux mineurs étaient titulaires de l'autorité parentale, la Cour n'a pu retenir la responsabilité de plein droit de l'Institut Les Hirondelles sans constater, ce qui était contesté, que l'établissement aurait eu la charge d'organiser et de contrôler leur mode de vie à titre permanent ; qu'en statuant ainsi la Cour a privé son arrêt de base légale au regard de ce texte" ;

Attendu qu'aux termes de l'alinéa 4 de ce texte, les père et mère, en tant qu'ils exercent l'autorité parentale, sont solidairement responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux ;

Attendu que, pour déclarer l'association de patronage de l'Institut régional des jeunes sourds et jeunes aveugles de Marseille civilement responsable des agissements délictueux des deux mineurs, Grégory X... et Stéphanie Y..., confiés à l'association par leurs parents, l'arrêt attaqué retient que les mineurs, handicapés, y sont scolarisés en régime d'internat ou de semi-internat, ne pouvant être assimilé à un mode de scolarisation classique ; que les juges en déduisent que la garde des mineurs a été confiée à l'institut avec pouvoir d'organiser, diriger et contrôler leur mode de vie de façon continue ;

Mais attendu qu'en statuant ainsi, alors que la circonstance que les mineurs avaient été confiés, par leurs parents, qui exerçaient l'autorité parentale, à une association gérant un établissement scolaire spécialisé, n'avait pas fait cesser la cohabitation des enfants avec ceux-ci, la cour d'appel a méconnu le sens et la portée du texte susvisé ;

D'où il suit que la cassation est encourue ; ».

- 1- De quel régime de responsabilité du fait des tiers il est question ?
- 2- Quelle est la partie responsable du dommage ? Comment sa responsabilité est établie ?
- 3-** Que reproche le juge de la cassation au juge du second degré (l'Appel) ?

EXERCICE N° 2

Veillez lire attentivement le texte suivant avant de répondre aux questions :

M. Ahmed, l'employé de M. Ouazzani, se voit donner l'ordre d'aller brûler les feuilles mortes qui jonchent la cour de l'entreprise. Mais M. Ahmed perd le contrôle du feu et la maison de Mme. Fathi a disparue avant l'intervention des pompiers.

Parallèlement, suite à une dispute survenue sur les lieux et durant le temps de travail, M. Lmaâti également employé de M. Ouazzani, donne un coup de poing à un collègue de travail, M. Brahim, lui occasionnant un dommage corporel.

1. De quel type de responsabilité délictuelle s'agit-il ?
2. D'après le texte, quel est le fait à imputer à M. Ahmed ? Peut-il s'en exonérer ? Comment ?
3. Quels sont les autres cas de responsabilité dans cette situation ?
4. Mme Fathi peut-elle exercer un recours ? Lequel ?
5. Quelle est la qualification de M. Ouazzani dans cette situation ?

EXERCICE N° 3

La Cour ; - ... Sur le moyen unique, pris en ses deux branches : - Attendu que, selon les énonciations de l'arrêt attaqué, dans la nuit du samedi 12 au dimanche 13 février 1972, Gaulard, qui était alors chauffeur au service de la Soc. Albagnac et Florange et qui disposait d'une camionnette de livraison pour les besoins de son service, a utilisé ce véhicule pour effectuer, en compagnie de cinq camarades, une promenade au cours de laquelle il a occasionné un grave accident, l'un de ses camarades étant tué et les quatre autres blessés ; - Attendu qu'il est reproché à la cour d'appel d'avoir refusé de mettre les conséquences de cet accident à la charge de la Soc. Albagnac et Florange, alors, selon le pourvoi, que, d'une part, l'interdiction faite à Gaulard par son commettant d'utiliser le véhicule de service à des fins personnelles ne pouvait faire disparaître la responsabilité du commettant ; que, d'autre part, Gaulard était le conducteur habituel du véhicule, qu'il l'utilisait pour aller au travail et en revenir, qu'il le garait à son domicile et qu'il en avait donc la garde continue ; qu'enfin, même s'il est sorti de ses fonctions en utilisant la camionnette à des fins personnelles, ce sont ses fonctions qui lui ont permis la réalisation du dommage, de telle sorte qu'en statuant comme ils l'ont fait, les juges du fond ont violé les dispositions de l'article 1384-5° du Code civil ; - Mais attendu que le commettant n'est pas responsable du dommage causé par le préposé qui utilise, sans autorisation, à des fins personnelles, le véhicule à lui confié pour l'exercice de ses fonctions ; que, dès lors, la décision de la cour d'appel est légalement justifiée ; - Par ces motifs, rejette..

➤ *Cass. Ass. Plén. 10 juin 1977*

- 1- Quels sont les éléments de la responsabilité dans cette affaire ?
- 2- Quelle est la conception liée à « la survenance du D pendant l'exercice des fonctions » qui a été retenue ?
- 3- Est-ce que vous partagez l'argumentation du juge de cassation dans cette affaire ? Justifiez votre réponse